

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 08/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUCHAN RETAIL LOGISTIQUE**

ZAC du Couterroin, 4 avenue Bernard de Jussieu  
77700 Serris

Code AIOT : 0006514714

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement AUCHAN RETAIL LOGISTIQUE implanté 27 rue Roger Hennequin 78190 Trappes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale post-Lubrizol sur les liquides inflammables et les entrepôts logistiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUCHAN RETAIL LOGISTIQUE
- 27 rue Roger Hennequin 78190 Trappes
- Code AIOT : 0006514714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est un entrepôt logistique relevant de la rubrique ICPE 1510. Le site relève également du régime de l'autorisation pour la rubrique ICPE 4755, Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. Le site est autorisé à stocker des solides facilement inflammables, du papier, du carton, du bois sec, des polymères, des pneumatiques, des alcools de bouche d'origine agricole et des aérosols extrêmement inflammables.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- État des stocks
- Moyens de défense contre l'incendie
- Liquides inflammables

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection a constaté dans le local de charge de la partie gérée par GXO que le regard du local était quasiment plein et qu'une forte odeur était présente dans le local. L'exploitant doit veiller à ce que la vidange du regard soit réalisée régulièrement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Dispositions constructives de l'entrepôt	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Chaufferies	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	Compartmentage	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
20	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.6.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
21	Consignes	Arrêté Préfectoral	/	Mise en demeure,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	générales d'intervention	du 20/04/2012, article 7.6.5		respect de prescription	
22	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.6.2		Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.2	/	Sans objet
5	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8	/	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	/	Sans objet
8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.9	/	Sans objet
10	Plan d'intervention incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 7.6.5.1	/	Sans objet
3 bis	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
6 bis	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
12	Situation et conformité aux seuils	Code de l'environnement du 01/01/2021,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	réglementaires	article Annexe (1) – R. 511-9		
13	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2	/	Sans objet
14	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2	/	Sans objet
16	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités importantes notamment sur le respect de la hauteur de stockage des matières dangereuses, la porte coupe-feu 2h non fonctionnelle de la sous-cellule 1b abritant les matières dangereuses et la non disponibilité des ressources en eau pour les moyens de défense contre l'incendie.

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas pu justifier de la présence d'écran thermique 2h sur deux façades.

L'inspection a également constaté que l'état des stocks tenu par l'exploitant doit être complété et amélioré.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 1510 : « Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : <b>1.</b> Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de <a href="#">l'article R. 122-2 du code de l'environnement</a> <b>(A)</b> <b>2.</b> Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m <sup>3</sup> <b>(A-1)</b> b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> <b>(E)</b> c) Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> <b>(DC)</b> Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits

combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes. »
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 14 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les cellules 1 à 4 sont utilisées par Auchan et les cellules 5 à 8 utilisées par GXO. L'exploitant indique que la cellule 1 (1A et 1B) est utilisée par ALE (Auchan Logistique) et que l'activité d'ALE déborde sur la cellule 2.</p> <p>L'exploitant a indiqué que Auchan est le locataire et l'exploitant du site, et Argan est le propriétaire.</p> <p>L'inspection interroge l'exploitant sur le porter à connaissance envoyé par courrier du 27 janvier 2022, reçu le 16 février 2022, et ayant fait l'objet d'une demande de l'inspection par courrier du 5 décembre 2022. L'exploitant indique que le porter à connaissance est toujours d'actualité et que des compléments sont en cours en interne afin de répondre aux interrogations soulevées.</p> <p>L'inspection indique que l'exploitant doit se repositionner sur le classement de l'installation à la suite de l'évolution de la nomenclature des ICPE et notamment les rubriques 1510.</p> <p>Concernant la rubrique 1510, la méthodologie de classement et les règles de double classement ont évolué. Pour le classement au titre de la rubrique 1510, le volume à considérer correspond au volume géométrique de l'entrepôt en appliquant certaines règles pour les locaux sociaux ou bureaux adjacents. Le double classement avec certaines rubriques comme 1530 et 1532 n'est plus possible.</p> <p>L'exploitant doit réévaluer son classement au titre de la rubrique 1510, par la méthode prévue par le guide d'application réalisé par le Ministère dans sa version de février 2023.</p> <p>L'inspection rappelle qu'un exploitant unique est titulaire de l'arrêté d'autorisation préfectorale pour les 8 cellules, et que le statut de propriétaire ou locataire est sans impact sur le statut d'exploitant au titre de la réglementation ICPE: l'exploitant connu de l'administration à la suite du récépissé de succession du 19 décembre 2019 est la société Auchan Retail Logistique dont le numéro SIRET est 832 235 402 000 19..</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p><u>Proposition : lettre préfectorale (délai : 3 mois)</u></p> <p>L'exploitant doit réévaluer le classement de l'installation à la suite de l'évolution de la nomenclature des ICPE, en appliquant la méthodologie prévue par le guide d'application réalisé par le Ministère dans sa version de février 2023..</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement</p>



susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

Le 14 septembre 2023, l'inspection a constaté la présence d'un état des stocks synthétique pour les 8 cellules. L'inspection constate que les unités associées à cet état des stocks ne sont pas indiquées.

Après plusieurs échanges contradictoires, l'exploitant précise que les quantités indiquées sont des tonnes.

L'exploitant indique mettre à jour l'état des stocks de manière hebdomadaire pour les produits relevant de la rubrique 1510 et de manière permanente pour les produits dangereux.

L'inspection constate que l'exploitant dispose de trois états des stocks détaillés différents : un pour ALE (Auchan Logistique), un pour Auchan et un pour GXO. Ces trois états des stocks sont présentés par cellule désignée avec des lettres et non pas les numéros de 1 à 8 ce qui ne permet pas d'identifier facilement l'emplacement du stock présent.

Ces trois états des stocks ne sont pas accessibles par une seule et même personne. L'organisation mise en place ne garantit pas qu'en cas de sinistre l'état des stocks complet soit facilement accessible pour les services de secours.

L'exploitant indique que les états des stocks sont disponibles dès lors qu'il y a une connexion internet.

L'exploitant indique qu'un inventaire de tous les emplacements est réalisé trimestriellement.

L'inspection constate qu'un certain nombre de produits indiqués comme ne relevant d'aucune rubrique apparaissent dans l'état des stocks. Après vérification de quelques produits par sondage, l'inspection constate que ces produits relèvent de la rubrique 1510. L'inspection constate que, dans le registre national de Auchan, les produits consultés par sondage sont bien identifiés comme relevant de la rubrique 1510 mais ce classement n'est pas repris par le système de gestion de l'entrepôt de Trappes.

L'inspection constate que l'état des stocks présenté n'est donc pas complet et ne respecte pas les procédures internes de l'exploitant.

L'inspection a constaté la disponibilité de la fiche de données de sécurité (FDS) du produit déodorant Vanille Cosmia, mise à jour le 13 mai 2022. L'inspection a constaté la disponibilité de la fiche d'informations techniques pour les produits cosmétiques correspondant au produit Men ENRG Déo Roll-on. Ces deux produits ont été choisis par sondage.

L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un plan général, utilisé également comme plan d'intervention. Les cellules sont désignées par des lettres sur ce plan. Dans l'arrêté préfectoral, basé sur le dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant, les cellules sont numérotées de 1 à 8.

L'exploitant doit uniformiser l'appellation de ces cellules pour assurer la cohérence des

documents. De plus, l'inspection constate que le plan n'indique pas les zones de danger (notamment le stockage des matières dangereuses) et que les équipements importants (coupure gaz, coupure électricité etc) ne sont pas indiqués assez clairement.

**Conclusion :**

Proposition : lettre préfectorale (délai : 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer que l'état des stocks est complet et indiquer l'unité utilisée.

L'exploitant doit s'assurer que l'état des stocks global de l'entrepôt est facilement accessible en cas de sinistre, pour les 8 cellules.

L'exploitant doit s'assurer que les états des stocks sont cohérents entre eux et avec la dénomination des cellules sur le site.

L'exploitant doit compléter le plan général du site avec les zones de danger et mettre en évidence les équipements importants pour la mise en sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

[...]

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

**Constats :**

L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 la disponibilité d'un état des stocks intelligible par les pouvoirs publics, présentant des quantités par rubrique ICPE dont 4XXX, discriminées par cellule.

Deux mentions de dangers sont indiquées (une par rubrique 4XXX).

L'inspection constate qu'il manque certaines mentions de dangers par rapport aux FDS des produits stockés et contrôlés par sondage.

L'inspection constate qu'il manque l'unité utilisée pour les quantités présentes dans l'état des stocks.

L'inspection constate qu'il manque les familles de produits pour les piles et les batteries stockées.

L'inspection a procédé à un contrôle de cohérence par sondage de 5 produits. Les produits étaient aux emplacements indiqués dans l'état des stocks.



<p>L'inspection a constaté que l'exploitant stocke sur site 33 tonnes de produits relevant de la rubrique 4331 alors que dans son dernier reclassement il est indiqué maximum 20 tonnes. Les quantités stockées restent en-dessous du seuil de la déclaration.</p> <p>Concernant les autres rubriques, l'inspection a constaté que les quantités présentes dans l'état des stocks semblent être conformes au classement ICPE de l'installation, sous réserve des erreurs d'identification de rubrique comme constaté au point de constat n°2.</p> <p><b>Conclusion :</b>  <u>Proposition : lettre préfectorale (délai : 3 mois)</u>  L'exploitant doit s'assurer que les mentions de danger nécessaires apparaissent dans l'état des stocks.  L'exploitant doit s'assurer que l'unité utilisée est indiquée de manière explicite dans l'état des stocks.  L'exploitant doit s'assurer que les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p><u>Observation :</u> l'exploitant doit s'assurer de respecter les informations fournies dans son dossier d'autorisation notamment sur les quantités maximales susceptibles d'être présentes, même s'il ne dépasse pas le seuil de la déclaration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 bis : Situation et conformité aux seuils réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Régime administratif
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 1 000 t A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E</li> <li>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC</li> </ol> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.  Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection a constaté le 14 septembre 2023, dans l'état des stocks présenté, la présence de 33 tonnes de produits relevant de la rubrique 4331. Ainsi la quantité présente reste en-dessous du seuil de déclaration. Dans le dernier reclassement transmis par l'exploitant à l'inspection, il est indiqué que l'installation est susceptible d'accueillir au maximum 20 tonnes de produits relevant de la rubrique 4331.</p> <p><b>Conclusion :</b>  Observation : l'exploitant doit s'assurer de respecter les informations fournies dans son dossier d'autorisation notamment sur les quantités maximales susceptibles d'être présentes, même s'il ne dépasse pas le seuil de la déclaration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 la disponibilité d'un état des stocks sous format synthétique fournissant une information vulgarisée sur les produits présents au sein de chaque cellule. L'inspection constate cependant que dans cet état des stocks synthétique la classe de danger des différentes quantités (danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement) n'est pas indiquée.
<b>Conclusion :</b> <u>Observation :</u> l'exploitant doit s'assurer que la classe de danger des produits présentés soit explicite dans l'état des stocks sous format synthétique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.  De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 que les matières dangereuses sont stockées dans une cellule particulière (cellule 1). Cette cellule est séparée par des murs coupe-feu deux heures du reste de l'entrepôt et a des moyens de protection adaptés au risque (sprinklage sur deux niveaux jusqu'à 5m de hauteur dans la sous-cellule 1b). Cette cellule est située en rez-de-chaussée sans être surmontée d'étage ou de niveau.
<b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières conditionnées en masse (palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2°) hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.  La disposition 4°) est applicable aux matières stockées en rayonnage ou en palettier. Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.  Les aérosols (rubrique 1412) sont stockés dans la sous-cellule 1b jusqu'à une hauteur maximum de 5 mètres. Les liquides inflammables (rubrique 1432) sont stockés dans la sous-cellule 1b jusqu'à une hauteur maximum de 5 mètres. Les solides facilement inflammables (rubrique 1450) sont stockés dans la sous-cellule 1b jusqu'à une hauteur maximum de 5 mètres. Les alcools de bouche (rubrique 2255) sont stockés dans les sous-cellules 1a et 1b jusqu'à une hauteur maximum de 5 mètres. Les produits de type 2662 et 2663 ne sont pas stockés dans les sous-cellules 1a et 1b. Des produits de type 1510, 1530, 1532 sont stockés indifféremment dans les cellules 2 à 8 jusqu'à 10 mètres de hauteur maximum et peuvent également être stockés dans les cellules 1a et 1b jusqu'à 10 mètres de hauteur maximum et au-dessus des produits 1412, 1432 et 1450. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 la présence de produits aérosols, matières dangereuses, sur les niveaux 2 et 3 des racks de la sous-cellule 1b, soit au-dessus de 5 mètres de hauteur. Ceci constitue une non conformité.  L'inspection a constaté que les conditions de stockages des autres matières sont satisfaisantes.
<b>Conclusion :</b> <u>Proposition : mise en demeure (délai : 7 jours)</u> L'exploitant doit respecter les conditions de stockage, conformément à l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2012, dans un délai de sept jours. L'exploitant doit indiquer à l'inspection quelles conditions sont mises en œuvre pour garantir le respect de ces conditions de stockage des matières dangereuses, en particulier les aérosols.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 6bis : Situation et conformité aux seuils réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 4430 Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t - A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t – DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023, dans l'état des stocks présenté, l'absence de stockage de liquides inflammables de catégorie 1.
<b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.  Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.  Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023, dans l'état des stocks présenté, l'absence de stockage de liquides inflammables de catégorie 1.
<b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des cellules est équipé d'une détection automatique d'incendie assurée par l'installation sprinkler. Le déclenchement de la détection incendie renvoie une alarme au poste de garde du site ou à une société de télésurveillance. L'ensemble du bâtiment (cellules 1 à 8) est équipé d'une installation sprinkler de type ESFR sous toiture. De plus, la sous-cellule 1b est équipée d'une installation compatible avec la réglementation et les règles de sprinklage NFPA sur une hauteur de 5 mètres pour le stockage des produits rubriques 1412, 1432, 1450 et 2255 (deux niveaux de sprinkler + écran de cantonnement entre deux niveaux de palettes). Le système de sprinklage doit pouvoir être maintenu en service en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Le volume d'eau de la cuve de sprinklage est de 500 m3. L'exploitant s'assure de la disponibilité de cette réserve d'eau en cas de sinistre. Le local sprinklage est chauffé hors gel (convecteur électrique).
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 la présence d'une installation de sprinklage dans l'ensemble des cellules. L'inspection a constaté la présence de deux niveaux de sprinklage sur une hauteur de 5 mètres dans la sous-cellule 1b.  L'inspection a constaté, en réalisant un test, le fonctionnement de l'alarme sonore. L'inspection a également pu constater que le déclenchement de l'alarme déverrouille les portes extérieures menant vers les parkings où se trouvent les points de rassemblement.
<b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau d'adduction et les réserves en eau d'incendie sont en mesure de fournir au moins 480 m <sup>3</sup> /h d'eau pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Si le débit en simultané sur les poteaux d'incendie est inférieur à 480 m <sup>3</sup> /h pendant deux heures, l'exploitant installe une réserve supplémentaire sur le site avec une aire d'aspiration de 32 m <sup>2</sup> (8 m x 4 m) permettant aisément la mise en œuvre des engins pompes sur la réserve incendie conformément à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951.  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- 8 poteaux d'incendie privés DN 100 ou DN 150 normalisés, protégés des flux thermiques de 5kW/m<sup>2</sup> et qui respectent les distances suivantes :</li><li>- implantés à 100 mètres au plus entre l'entrée principale de chaque cellule et l'hydrant le plus proche, par des chemins praticables par des sapeurs pompiers tirant un dévidoir ;</li><li>- 150 mètres au maximum entre hydrants par les voies de desserte ;</li></ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 mètres au plus des bords de la chaussée</li> <li>- des robinets d'incendie armés DN 40 permettant d'atteindre les foyers principaux par 2 jets de lance ;</li> <li>- des extincteurs, en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement ;</li> <li>- 1 système d'extinction automatique d'incendie de type ESFR sous toiture dans toutes les cellules (cellules 1 à 8) et servant également de détection automatique d'incendie avec une réserve d'eau de 500 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- 1 système d'extinction automatique d'incendie supplémentaire, dans la sous- cellule 1b, compatible avec la réglementation et les règles de sprinklage NFPA sur une hauteur de 5 mètres pour les produits des rubriques 1412, 1432, 1450 et 2255 (deux niveaux de sprinkler + écran de cantonnement entre deux niveaux de palettes) et servant également de détection automatique d'incendie ;</li> <li>- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres par réserve, et des pelles.</li> </ul> <p>L'exploitant fait réceptionner les moyens de défense extérieurs contre l'incendie de l'établissement dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'incendie et de Secours qui peut être le chef de centre des sapeurs- pompiers de Montigny-le-Bretonneux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 la présence de RIA, d'extincteurs et du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>L'inspection a constaté, concernant les réserves de sable présentes sur le plan d'intervention, qu'une des deux réserves n'est pas au bon endroit et que les deux réserves sont vides. Des sacs d'absorbant sont présents à proximité mais ne respectent pas la quantité minimum de 100 litres.</p> <p>L'inspection a constaté la présence des poteaux incendie et de la réserve sprinklage (sans vérification du niveau d'eau dans celle-ci).</p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection le compte-rendu de la vérification des poteaux incendie effectuée en 2023 (contrôles individuels des poteaux le 12/01/2023 et contrôle simultané le 12/09/2023). Le compte-rendu indique un débit disponible en simultané (3 hydrants) de 301 m<sup>3</sup>/h à une pression d'un bar, soit 602 m<sup>3</sup> disponibles pour deux heures au lieu de 960 m<sup>3</sup> nécessaires. L'exploitant n'a pas informé l'inspection de la mise en place d'une réserve supplémentaire.</p>
<p><b>Conclusion :</b></p> <p><u>Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois)</u></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une réserve supplémentaire sur le site avec une aire d'aspiration si le débit en simultané est inférieur à 480 m<sup>3</sup>/h, conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2012, et les réserves de sable adaptées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Plan d'intervention incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 7.6.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Plan intervention incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'intervention incendie est élaboré en étroite collaboration avec la Direction Départemental des Services d'incendie et de Secours. Ce plan vise à définir les actions à mener en cas d'incendie.</p>



Une série de plans de l'établissement, dont le plan d'intervention incendie, est remise à Monsieur l'Officier, Commandant le Centre de Secours de Montigny-le-Bretonneux, Antenne Prévision dès la mise en service des installations.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 la disponibilité d'un plan d'intervention incendie. L'inspection constate que, dans ce plan d'intervention incendie, il n'est pas indiqué qui actionne le désenfumage et ouvre les portes servant d'amenées d'air. L'exploitant indique que ce sont les services de secours qui réalisent ces actions.</p> <p>L'exploitant indique que la vanne de sectionnement se ferme automatiquement sur déclenchement du sprinklage donc qu'il n'y a pas de procédure. Cependant, l'inspection indique qu'une procédure semble nécessaire pour la fermeture manuelle de cette vanne au regard du test réalisé sur site (désembrayage réalisé au bout d'une longue durée).</p> <p>L'inspection constate que le numéro de téléphone de l'inspection des installations classées (DRIEAT) n'est pas à jour dans le Plan d'intervention incendie.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p><u>Observation :</u> l'inspection invite l'exploitant à mettre à jour ce plan d'intervention incendie et à échanger avec les services de secours sur ce plan et les différentes actions qui en découlent. L'inspection rappelle qu'à partir du 31 décembre 2023 un plan de défense incendie sera obligatoire, conformément au point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 11 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 que l'exploitant n'a pas pu présenter d'étude de flux thermiques visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m² pour l'ensemble de l'installation.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réalisé une étude pour le dossier de modification déposé en 2022 mais cette étude ne porte que sur les sous-cellules 1a et 1b.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p><u>Proposition :</u> mise en demeure (délai : 3 mois)</p>

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'annexe XVIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en élaborant une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m <sup>2</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t DC
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023, dans l'état des stocks présenté, l'absence de stockage de liquides relevant de la rubrique 1436.
<b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13: Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Champ d'application de l'AM
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023, dans l'état des stocks présenté, la présence de 33 tonnes de liquides de mention de danger H225.  Le site n'est donc pas soumis à l'AM du 03/10/2010.
<b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Champ d'application de l'AM
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : [...] 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023, dans l'état des stocks présenté, la présence de 33 tonnes de liquides de mention de danger H225.  Le site n'est donc pas soumis à l'AM du 24/09/2020.  <b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Dispositions constructives de l'entrepôt**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ecran thermique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La façade sud-est a un écran thermique 2 heures (ET 120) de 6,5 m de hauteur sur toute la longueur. La façade nord-ouest a un écran thermique 2 heure (ET 120) toute hauteur uniquement sur la longueur de la sous-cellule "1b". [...]
<b>Constats :</b> Le 14 septembre 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la présence d'un écran thermique 2 heures (ET 120) de 6,5 m de hauteur sur toute la longueur de la façade sud-est et d'un écran thermique 2 heure (ET 120) toute hauteur uniquement sur la longueur de la sous-cellule "1b" sur la façade nord-ouest. Ce point avait fait l'objet d'une demande de compléments par courrier du 15 décembre 2022 dans le cadre de l'instruction du projet de modification présenté par l'exploitant en janvier 2022, sans réponse de sa part à ce jour.
<b>Conclusion :</b> <u>Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois)</u> L'exploitant doit justifier du respect des dispositions constructives de l'entrepôt conformément à l'article 7.3.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2012 et notamment de la présence des deux écrans thermiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 16 : Gardiennage et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, gardiennage
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès , ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage est assuré 24h/24 et 7j/7. Le site est également sous télésurveillance.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 de la présence d'une clôture sur la totalité de la périphérie du site et que les personnes étrangères au site n'y ont pas libre accès L'exploitant a indiqué que le site est gardienné 7j/7 et 24h/24 et que le site est sous télésurveillance par la société Avision.
<b>Conclusion :</b> sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. [...] Pour la sous-cellule 1b, l'exploitant met en place 2 portes de plain-pied d'une dimension de 4,00m par 4,5 m sur la façade nord-ouest de l'entrepôt (le long de la rue Roger Hennequin). Ces portes servant d'amenées d'air neuf pour la cellule 1b, sont facilement repérables et d'une utilisation aisée. L'exploitant assure périodiquement du bon fonctionnement de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 que les commandes manuelles de désenfumage sont facilement accessibles.  L'inspection a constaté la présence de 2 portes de plain-pied sur la façade nord-ouest de l'entrepôt. L'exploitant a procédé à l'ouverture d'une des deux portes et l'inspection a constaté son ouverture aisée depuis l'extérieur.  L'inspection constate cependant que, ces portes dédiées à l'amenée d'air frais, ne sont pas identifiables facilement (absence de signalisation).
<b>Conclusion :</b> <u>Proposition : lettre de suite préfectorale (délai : 3 mois)</u> L'exploitant doit s'assurer et justifier, dans un délai de trois mois que les deux portes de plain-pied servant à l'amenée d'air frais soient facilement repérables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Chaufferies
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de deux chaufferies, situées dans des locaux différents et exclusivement réservés à cet effet.</p> <p>Toutes les parois des chaufferies sont coupe-feu de degré 2 h (REI 120).</p> <p>Aucune communication ne se fait entre les locaux chaufferies et les cellules de stockage. Les installations ne sont pas surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux.</p> <p>La porte donnant vers l'extérieur est coupe-feu de degré 1/2 h minimum.</p> <p>[...]</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement, et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>A l'extérieur des chaufferies sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'alimentation du gaz ;</li> <li>- un coupe-circuit permettant l'arrêt de la chaudière ;</li> </ul> <p>Une détection gaz dans les chaufferies, asservie une alarme à 20% de LIE (limite inférieure d'explosivité), et à 40% de LIE, la fermeture automatique d'une électrovanne sur le circuit d'alimentation gaz.</p> <p>[...]</p> <p>La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures, en parties haute et basse, permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté, le 14 septembre 2023 dans un local chaufferie, la présence d' ouvertures pour la ventilation dans les murs et plafond ainsi que des trous pour le passage de réseaux, alors que les parois de la chaufferie doivent présenter un degré coupe feu 2 h (REI 120).</p> <p>L'inspection a constaté à l'extérieur de la chaufferie un dispositif de coupure de l'alimentation en gaz, un bouton d'arrêt de la vanne de gaz et un dispositif de coupure de la chaufferie.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une détection de gaz, placée directement sur la machine.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en plus des dispositifs de coupure disposés à l'extérieur de la chaufferie, la vanne physique d'alimentation de l'intégralité du site pouvait être coupée.</p>
<p><b>Conclusion :</b></p> <p><u>Proposition : lettre de suite préfectorale (délai : 3 mois)</u></p> <p>L'exploitant doit justifier que l'ensemble des parois de la chaufferie présente des caractéristiques REI 120.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 19 : Compartimentage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.3.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré équivalent à celui des murs séparatifs et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 que la porte coupe feu 2h séparant la sous-cellule 1b de la cellule 1a était non fonctionnelle. La sous-cellule 1b est séparée de la sous-cellule 1a par un mur coupe feu 2h donc la porte doit être coupe-feu 2h et fonctionnelle. La sous-cellule 1b étant une cellule de stockage de matières dangereuses (aérosols, liquides inflammables, solides facilement inflammables) il est indispensable que l'exploitant mette en place immédiatement des mesures compensatoires jusqu'à ce que la porte soit à nouveau fonctionnelle.
<b>Conclusion :</b> <u>Proposition : mise en demeure (délai : 1 mois)</u> L'exploitant doit s'assurer dans un délai d'un mois que la porte coupe feu de la sous-cellule 1b soit fonctionnelle et doit mettre en place sous 7 jours suivant notification de l'arrêté de mise en demeure, des mesures compensatoires jusqu'à sa réparation et en informer l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 20 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux extinction incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des eaux de ruissellement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de rétention de 1 700 m3 (BV1) étanche aux produits collectés sur le site avant rejet vers le réseau d'assainissement de la ZA via une vanne martelière et un séparateur d'hydrocarbures. [...]  La vanne martelière dont la fermeture est asservie au déclenchement du réseau sprinkler permet de retenir ces eaux d'incendie sur le site (bassin étanche + cellules + quais). Cette vanne martelière est motorisée et automatique, avec la possibilité de la fermer manuellement suivant les consignes écrites (notamment en cas de déversement accidentel ou d'incendie).  La vanne martelière fait l'objet d'essais et d'une maintenance régulière. Elle est signalée par une pancarte. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 la présence de la vanne martelière. L'inspection a constaté l'absence de pancarte signalant la vanne martelière. L'inspection a constaté l'absence de consignes écrites pour fermer manuellement la vanne. Le test effectué de fermeture manuelle de la vanne a démontré la nécessité de consigne écrite pour la fermeture manuelle de la vanne et notamment le débrayage de la vanne.



L'inspection a constaté que de la végétation importante était présente dans le bassin de rétention des eaux, dont l'étanchéité est donc compromise.

**Conclusion :**

Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer que la vanne martelière est signalée par une pancarte.

L'exploitant doit élaborer des consignes écrites pour la fermeture manuelle de la vanne martelière dans un délai de trois mois.

L'exploitant doit assurer l'entretien des bassins de rétention des eaux, vérifier leur étanchéité et s'assurer que le volume de 1700 m3 est en permanence disponible.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 21 : Consignes générales d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.6.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes générales d'intervention

**Prescription contrôlée :**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

**Constats :**

L'inspection a constaté le 14 septembre 2023 que la personne présente au poste de garde n'avait pas connaissance du plan d'intervention incendie ou des consignes à appliquer en cas d'incendie. La personne a indiqué appeler l'entreprise de télésurveillance en cas de remontée d'alerte et a présenté une liste de numéros de téléphone.

L'inspection a également constaté que la personne au poste de garde n'avait pas d'état des stocks complet en sa possession : les sous-cellules 1a et 1b n'étaient pas sur l'état des stocks du gardien et les cellules indiquées sur le reste de l'état des stocks étaient désignées par des lettres différentes des lettres du plan général, ne permettant pas un repérage aisé par les services de secours en cas d'intervention.

**Conclusion :**

Proposition : mise en demeure (délai : 1 mois)

L'exploitant doit s'assurer que le personnel est formé à l'application des consignes générales d'intervention dans un délai d'un mois.

L'exploitant doit s'assurer que la personne présente au poste de garde dispose d'un état des stocks cohérent et complet, destiné aux services de secours extérieur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 22 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2012, article 7.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de contrôle de :

- RIA, réalisé par la société CHUBB le 20 octobre 2022 : 1 RIA endommagé
- extincteurs (Trappes 1), réalisé par la société CHUBB le 31 mars 2023 : bon état, 2 appareils sortis
- extincteurs (Trappes 2), réalisé par la société CHUBB le 6 avril 2023 : bon état, 1 appareil sorti
- porte coupe-feu (Trappes 1), réalisé par la société SIA le 20 décembre 2022 : 2 portes non fonctionnelles, 5 portes fonctionnelles avec remarques
- porte coupe-feu (Trappes 2), réalisé par la société SIA le 21 décembre 2022 : 4 portes non fonctionnelles, 4 portes fonctionnelles avec remarques
- poteaux incendie, réalisé par la société SDER le 12 janvier 2023 : 3 poteaux avec des équipements à remplacer
- SSI, réalisé par la société SNEF SA le 19 septembre 2022 : pas d'essai de la sirène réalisée
- sprinklage, réalisé par la société AIRES le 4 mai 2023 : préconisation de remplacer le sprinkleur dans le local informatique et dans les cellules C et F, 2 non conformités relevées.
- désenfumage (Trappes 1), réalisé par la société SIA le 20 décembre 2022 : 2 modules fonctionnels avec remarques
- Désenfumage (Trappes 2), réalisé par la société SIA le 21 décembre 2022 : 3 modules fonctionnels avec remarques

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les cellules 1 à 4 sont dénommées « Trappes 1 » et les cellules 5 à 8 gérées par GXO dénommées « Trappes 2 ».

L'exploitant a transmis également une fiche d'intervention de la société SIA du 1 septembre 2023 indiquant une porte cellule non fonctionnelle. Il n'est pas indiqué la référence de la porte.

Il n'a pas présenté les fiches d'intervention pour réparation ou remplacement des éléments notés « non fonctionnels » sur les rapports de contrôle

**Conclusion :**

Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois)

L'exploitant doit justifier, dans un délai de 3 mois, de la prise en compte des non-conformités des différents rapports de contrôle, notamment concernant les portes coupe-feu et le sprinklage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescriptions

**Proposition de délais :** 3 mois